

**Des composants  
de centrales nucléaires  
présenteraient  
des défauts  
de fabrication**

Directeur : Jacques Fauvet

Algérie, 1,30 BA; Maroc, 1,80 Bfr.; Tunisie, 1,20 m.; Allemagne, 1,20 DM; Autriche, 12 sch.; Belgique, 15 fr.; Br. 1,00 £; Cuba, 100 c.; Espagne, 100 pes.; France, 4 fr.; Espagne, 50 pes.; Grèce, 100 dr.; Grèce, 30 fr.; Iran, 70 rls.; Italie, 300 l.; Liban, 250 p.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 3,50 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 27 esc.; Roumanie, 100 lei.; Suisse, 3 fr.; Suède, 3,20 kr.; U.S.A., 75 cts.; Turquie, 200 lra.

Tarif des abonnements page 2

S. RUE DES ITALIENS  
7527 PARIS CEDEX 08  
C.F.P. 6597-75 Paris  
Télégram Paris po 659572

Tel. = 244.72.93

## L'aide à l'industrie

- M. David Dacko s'est emparé du pouvoir en Centrafrique alors que l'empereur se trouvait à Tripoli
- La France envoie une unité militaire à Bangui pour assurer « à la demande des autorités la sécurité des populations »

M. David D'Arco, ancien président de la République Centrafricaine, a prêté le pouvoir à Bangui à son fils, le lieutenant-colonel Jean-François D'Arco, qui a aussitôt aboli l'empire, « régime détesté, qui s'est décomposé, et dont le dernier acte a été le massacre des enfants de Bangui ». Le coup d'État, selon Radio-Bangui et on lise ailleurs, que l'impeureux Bokassa II se trouvait en Libye, où il négocierait la paix avec le colonel Kadhafi. Les militaires sur son territoire en échange d'une importante compensation financière. Un couvre-feu est instauré et le personnel est convoqué dans les hôpitaux. Des éléments incontrôlés se livrent, en effet, à des violences et à des pillages.

Le premier ministre Bokassa, à M'baïke, M'baïke n'est plus un nouveau rebelle. Dans ce rambrin-

proclamation, le président Dacko, s'adressant aux forces armées, et les invitant à maintenir l'ordre, a ajouté : « Pour vous aider dans votre tâche, j'ai fait appel à notre ami de toujours, le France ».

En fin de matinée, Paul enonçait son acceptation par le communiqué suivant du ministère des coopérations : « En réponse à l'appel lancé par les autorités de l'Etat centrafricain, le président David Dacko a fait le plus chaleureux accueil à nos amis, pour leur permettre de mener à bien la sécurité des populations, compte tenu des graves atteintes subies par l'homme confondu par la commission électorale, le gouvernement a décidé l'envoi d'un détachement militaire à Bangui, celui-ci sera rapatrié aussitôt que les autorités centrafricaines jugeront assurée la sécurité de la population. »

## Le mal africain

Le coup d'Etat a été annoncé au cours de la nuit par l'envoyé spécial du gouvernement français à Paris, le colonel de la Motte, à la conférence internationale de presse (A.T.P.). Tout en mentionnant des « manifestations de masse populaire », il a déclaré qu'il n'avait rien de prémédité, qu'une « certaine confusion règne dans la capitale centrafricaine où des bandes incontrôlées de soldats et de miliciens, de maraudeurs et de sauteurs opportunistes soit à des membres de la famille de Bokassa, soit à des Français ».

par JEAN-CLAUDE  
Victime de l'une de ces colères  
éthériques qui terrorisent son  
ennemi et qu'il ne peut contenir  
à massacrer des écoliers.  
Le « maréchal »-empereur de  
Bangui a perdu son étonnant  
sang-froid. L'affaire contestée  
est en « douceur » Le 11 avril, le  
« maréchal » Idi Amin Dada  
perdait lui aussi le pouvoir.

Au petit matin, en moins  
de deux heures, Kampels  
tombeait entre les mains d'une  
colonne de fantasmes armés  
peu appréciables en tout  
et pour tout par trois blindés.

**Les trois morts**  
par PHILIPPE

Un joit polonaise est mort en France. Non pas comme ses pères ont péri.

Les Français savent que la situation économique internationale n'est pas encourageante et redoutent que les brumes de l'hiver ne s'accompagnent de difficultés accrues dans leur existence de tous les jours. Déjà, certains leur conseillent — sans beaucoup de succès jusqu'ici — le désordre et la division. Ce n'est pas ce que les Français souhaitent.

(\*) Ministre de l'Industrie.

**Pierre Goldman**

BOUCHER

certitude. On jugea que non à Amiens.

Dans son combat avec l'angoisse d'être élu le vie de Pierre Goldman, il reste encore officielle, mais il est aussi, même des soupçons, que l'essentiel était.

Ceux qui l'ont accompagné dans

Dans une interview récente, le président de la République déclarait :

« L'opacé humaine traverse et va traverser — une période de transformation qui est nécessairement à l'été administratif par lequel on se fait un compte des choses et, malheureusement, les problèmes persistent d'extraordinaire et de la crise économique, en fait, on ne peut pas à la fois répondre aux mesures des hommes traditionnels que nous employons. » Et il ajoutait :

« Dans l'ordre notre façon d'appréhender, nous sous-estimons l'importance relative à une situation au territoire. »

Les Français d'ailleurs ont pour industrie. Les difficultés de recrutement de notre édérurgie ont fait mesurer le gouffre dans lequel pouvait tomber une branche dont l'existence sinon la puissance avait paru aller de soi jusque-là. Le fleissagement ou la disparition

[illegible]

M. Dacko, qui était le conseiller personnel et de Bokassa II depuis septembre 1978, a adressé à la population un long message, qui est régulièrement diffusé par la radio.

Selon le texte transmis par l'A.T.P., il a notamment déclaré : « Depuis treize ans, le pays a été exploité par celui qui s'en est fait proclamer empereur et a rubensé nos patries sans nous donner grand-chose, sans excès, sans ridicule et sans folie des grandeurs, puis l'entièrement ruiné. L'économie est détruite.

(Lire la suite page 3)

Dans la liesse et le pilinge, se tournaient ainsi une page de l'histoire post-coloniale du sous-continent noir. L'un des régimes les plus sanglants d'Afrique noire s'effondrait sous l'effet d'une épine qu'on eût dit venue d'un autre monde et son *mythos* s'évanouissait.

dans les camps de l'Est, il n'y eut pas de long temps, mûlés à des millions d'autres, durant des massacres de présumés et de nuit; mais singulièrement assassinés, dans l'orgueil, les mil de Paris, mort de ses trois assassins, chacun d'eux paraissant avoir eu en charge de tuer, l'une des trois vies de Pierre Goldman, juif militant de gauche, délinquant qui avait épousé à la loi.

L'aventure délinquante fut le plus saillant. Avez-il tué ? N'avez-il pas tué, dans cette perestroïka du bouillonnement, Richard-Lenoir ? On jugea qu'il ou, à Paris, en 1974, contre tout

# Quel avenir ?

# Un s

M. Vance qui indique-t-on. Conséquence la Chambre d'application (Lire page 6)

seule fois, les deux ministres, n'ont rien à se dire», a-t-il déclaré. L'immédiate de cette tension, les représentants a rejeté la loi des traités sur le canal de Panama. (Article de Michel Tatu.)

**CONFÉRENCE**

S'il est exact que M. Bokassa s'est réfugié en Libye, peut-être M. Kadhaafi pourrait-il hâter sa naturalisation afin d'en faire un plus vite un ministre de l'éducation.

N'oublions pas, en effet, que M. Bokassa a de grandes connaissances et une grande expérience des enfants, ainsi que l'avait reconnu au mois d'avril la commission d'enquête africaine.

— MICHEL GASTY

Ce n'est pas la nouvelle la plus importante de ces derniers jours mais c'est à coup sûr l'une des plus significatives : les sandinistes, qui ont pris le pouvoir il y a quelques mois au Nicaragua, se sont empressés de reconnaître le régime implanté à Phnom-Penh par les Vietnamiens. Autant

par ANDRÉ FONTAINE

un pays misérable, saigné jusqu'à l'os par le tyran enfin congédié et par ses protecteurs yankees ils avaient peut-être des tâches plus urgentes à remplir : d'autant plus que, compte tenu de l'éloignement,

à beaucoup séduire des hommes qui ont juré de choisir « comme vengeance le pardon », et ont réussi jusqu'ici présent à s'en tenir à ce superbe programme. N'empêche que, pour la première fois sur le continent d'Amérique, un régime prend le vent de Moscou.

La France, gravement compromise avec le système déclinant, a voulu par là se faire pardonner en Afrique Centrale. Des liens privilégiés avaient été maintenus avec Bokassa l'ère alors même que celui-ci déniait des signes de plus en plus manifestes de déséquilibre mental. Paris, cependant, avait encouragé l'ordre financier de l'empereur, s'était borné à se référer aux conclusions de la commission africaine de constatation sans exprimer son propre sentiment sur les massacres.

Les Centralfrancs qui commentaient sévèrement cet attentisme n'admiraient pas que les hommes enfin mis en selle par Paris ne fassent pas appel aux représentants de tout le monde blanc de l'opposition à l'empereur pour former un large gouvernement d'union.

que l'acier reconnu au monde d'avoir la commission d'enquête africaine.

MICHEL CASTE.

**Han**  
**Ma maison**

1948-1965, de Multiple splend

**H**  
**SU**

M. A.

M. A.

y a quelques mois au Nicaragua, se sont empressées de reconnaître le régime implanté à Phnom-Penh par les Vietnamiens. Après des mois de guerre civile, dans

**Suyin**  
à deux portes

leur à Le premier jour du monde

**IAN SUYIN**

ils avaient peut-être d'autant plus urgents à remplir : d'anticiper, plus que, compte tenu de l'Éloignement comme des dimensions des deux États en cause, nous aurions pu le penser. Mais, plus symboliques, l'énigme de ce que le Nicaragua révolutionnaire a jugé bon de prendre parti sans tarder dans la querelle qui divise le tiers-monde quant à l'attitude que doivent vis-à-vis de l'Union soviétique et de ce qu'on appelle le « Cuba » l'est également sur elle.

C'est un réflexe naturel qu'il s'agit d'appuyer sur un impérialisme lointain pour résister à un impérialisme proche. Ainsi, le Chinois, les Roumains, les Yougoslaves, tout communistes qu'ils soient, ont bien aimé de trouver vers les États-Unis pour les aider à résister aux pressions soviétiques. A l'inverse, les Cubains

pêche que, pour la première fois  
 sur le continent d'Amérique, un  
 régime prend la suite de Moscou.  
 (Lire la suite page 6.)

telles que l'automobile partit à  
 cet écarte qui ne pressage rien de  
 bon.  
 (Lire la suite page 24.)

**« LE TAMBOUR », UN FILM DE VOLKER SCHLÖNDORFF**

*Le jour où Oskar  
 cessa de grandir*

A Cannes, les jurés n'ont pas  
 voulu choisir, ils ont renvoyé dos  
 à dos « Coppola le flamboyant »,  
 le coco-cou, l'hyperbolique et  
 Schlöndorff le fidèle, le subtil, le  
 sensible. Décision contestée par  
 ceux qui valent dans « Apocalypse  
 Now » et dans « Les quatre cents

Schlöndorff (qui, rappelle - le,  
 a été porté à l'écran Musil) par  
 Kleist, Marguerite Yourcenar et  
 Heinrich Böll n'est pas monté  
 tout aussi inspiré et créateur  
 que son concurrent allemand. L'inte-  
 ligence, la réflexion, les sens

**En Angola**  
M. DOS SANTOS, MINISTRE  
DE LA PLANIFICATION,  
SUCCEDERA AU PRESIDENT  
NETO.

*deux  
portes*

L'arbre blessé (1845-1928)  
Un été sans oiseaux

St

PRÉS  
Une fleur mortelle (1928-1935),  
Heureux (1938-1948)

Il y a longtemps qu'ils seraient retombés dans l'orbite du pays qui avait fait du leur, selon la forte expression d'Arthur Schlesinger Jr, l'historiographe officiel de l'époque Kennedy, « un casino géant et un immense bordel pour les hommes d'affaires oméga-cains ».

cinématographique (Coppola n'y fait appel à Conrad que pour mieux féconder son inspiration personnelle), alors que « le Tambour » ne représente à leurs yeux qu'un ovate brillant de ce genre trop fameux qu'est l'adaptation d'un ouvrage littéraire. Vexé d'avoir, en son problème, le problème consistant à adapter un roman, il se sentit totalement au service de Günter Grass, en remédiant au *L'Immeuble* par un roman d'inspiration

l'iranie, l'attachement à une vieille culture, sont des qualités qui, pour être moins spectaculaires que d'autres, n'en sont pas moins pertinentes. Or ce sont celles qu'illuminent « le Tambour ». Un simple adaptation ? peut-être mais un sacré beau film.

C'est donc la voie de la fidélité qu'il choisit Schlöndorff.

JEAN DE BARONCELLI.

1

3

LOCK

pas, de toute façon, de nature

richesse exceptionnelle, Volker (Lire la suite page 25.)

## In scénario convenu ?

W!

**THE**

1. The first step is to identify the problem or goal. This involves understanding the current situation and what needs to be achieved.

100

14. *Chlorophyll* *a* and *b* contents were determined by the method of Arar and Johnson (1979). The chlorophyll content index (CCI) was calculated using the following formula:

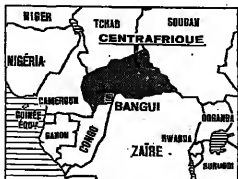
1

Le Monde

## étranger

## LE COUP D'ÉTAT EN CENTRAFRIQUE

## Un bourreau chamarré



La Centrafrique compte 3,8 millions d'habitants pour une superficie de 623 000 kilomètres carrés. C'est un pays entouré au nord de l'Afrique. L'agriculture constitue la ressource fondamentale du pays (céréales, coton, tabac, bétail). Les diamants et l'uranium sont ses principales richesses minières.

## Un scénario convenu ?

(Lire la suite page 1.)

Il y a plus de quatre jours, plus de commerce, plus de production, les fonds publics et les dépenses ont été décaissés par le régime de Bangui. Les dépenses ont été décaissées par le régime de Bangui. Les dépenses ont été décaissées par le régime de Bangui.

Le président Dacko assure amicalement à ses visiteurs les membres du régime de Bangui. Les dépenses ont été décaissées par le régime de Bangui. Les dépenses ont été décaissées par le régime de Bangui.

Le président Dacko assure amicalement à ses visiteurs les membres du régime de Bangui. Les dépenses ont été décaissées par le régime de Bangui. Les dépenses ont été décaissées par le régime de Bangui.

À l'impression des « shires du régime de Bangui ». L'ambassadeur de France à Bangui, M. Dacko, dans la matinée de vendredi, rendit visite au président Dacko. L'ambassadeur de France à Bangui, M. Dacko, dans la matinée de vendredi, rendit visite au président Dacko.

Selon certaines observations de l'ambassadeur de France à Bangui, M. Dacko, dans la matinée de vendredi, rendit visite au président Dacko. L'ambassadeur de France à Bangui, M. Dacko, dans la matinée de vendredi, rendit visite au président Dacko.

Le président Dacko assure amicalement à ses visiteurs les membres du régime de Bangui. Les dépenses ont été décaissées par le régime de Bangui. Les dépenses ont été décaissées par le régime de Bangui.

Faut-il rechercher l'origine du déséquilibre capital de Jean-Baptiste Bokassa dans son enfance malheureuse ? Il avait six ans quand son père fut assassiné en 1927. Sa mère se suicida une semaine après la mort de son mari. Elevé par son grand-père, il fréquenta les écoles de missionnaires et d'anglais dans l'armée française en mai 1938. Après le décès de son père, il fut bachelier de l'enseignement secondaire en 1940. Il fut en Indochine. Il a la grade de capitaine quand il quitta l'armée française en 1940.

La République centrafricaine existe depuis quelques mois. Elle est présidée par le cousin du jeune officier, le président David Dacko, qui lui a demandé de rentrer au pays pour y organiser l'armée. Trois ans plus tard, le capitaine Bokassa est nommé chef d'état-major.

Le 21 décembre 1966, le chef de la gendarmerie, qui veut renverser le président Dacko, donne à son homme de confiance l'ordre d'arrêter le général Bokassa. Mais celui-ci, prévenu à temps, prend son adversaire de vitesse, fait neutraliser la gendarmerie, et profite de la situation pour s'emparer lui-même du pouvoir. C'est le coup d'état de la Saint-Sylvestre. Commencée comme une escarmouche, l'affaire se termine en drame. Le nouveau maître du pays invite les anciens membres du gouvernement et les députés à

« se présenter » devant lui dans un délai de huit jours, passé lequel ils seront « considérés comme des éléments dangereux et poursuivis comme tels ». Quelques semaines plus tard, il ne s'agit pas d'un tel otage.

Paris, on fut d'abord réticent devant les méthodes d'un homme qui avait décrété l'abolition de la bourgeoisie et se présentait comme un leader « révolutionnaire ». Les besoins financiers du nouveau régime furent couverts par l'octroi de l'antenne avec l'ensemble qu'il fallait. Malgré une succession de « dumas », dont les diplomates et les journalistes français en poste à Bangui tirèrent les traits, le « coup d'état » franco-centrafricain ne fut pas remis sérieusement en question. L'ancien adjoint multiple les épousailles et les déclarations officielles. Pour être permis de critiquer les méthodes de justice du général Bokassa, M. Kurt Waldheim, le secrétaire général des Nations unies, en avril de « l'année » et de « l'année ».

En 1971, quand on se mit à critiquer les régimes militaires en Afrique, le président de la République centrafricaine promit à l'Europe une vague de coup d'état en Afrique. Il déclara la loi de la « justice » et le « droit ».

Le 21 décembre 1966, le chef de la gendarmerie, qui veut renverser le président Dacko, donne à son homme de confiance l'ordre d'arrêter le général Bokassa. Mais celui-ci, prévenu à temps, prend son adversaire de vitesse, fait neutraliser la gendarmerie, et profite de la situation pour s'emparer lui-même du pouvoir. C'est le coup d'état de la Saint-Sylvestre. Commencée comme une escarmouche, l'affaire se termine en drame. Le nouveau maître du pays invite les anciens membres du gouvernement et les députés à

le lendemain. Comme certains de ses officiers, il fut au préalable mécontentement horridé. Les tentatives de coup d'état, suivies d'une répression impitoyable, ont ponctué l'histoire récente du régime.

À partir de janvier 1979, Bokassa fit passer la répression d'organes. Même des membres du gouvernement, scandalisés par les crimes du régime, travaillèrent à sa chute. Les militaires, au sein de plusieurs dizaines d'escadrons dans le prison de Bangui, ont la vengeance

personnelle de l'empereur sur les ennemis des quakers qui, en janvier, s'étaient soulevés contre lui. Dans la folie de Bokassa, il y a une certaine « logique » : l'empereur n'a peut-être pas d'ambitions de tout droit. Il extermine les fils des tribus bandes, manges et boys qui, les révolutions sur les massacres d'aviation, ont été les victimes de l'oppression des tribus, il le sait, une haine insupportable.

Le 21 décembre 1966, le chef de la gendarmerie, qui veut renverser le président Dacko, donne à son homme de confiance l'ordre d'arrêter le général Bokassa. Mais celui-ci, prévenu à temps, prend son adversaire de vitesse, fait neutraliser la gendarmerie, et profite de la situation pour s'emparer lui-même du pouvoir. C'est le coup d'état de la Saint-Sylvestre. Commencée comme une escarmouche, l'affaire se termine en drame. Le nouveau maître du pays invite les anciens membres du gouvernement et les députés à

## Citoyen français

Jamais jusqu'ici, Paris n'avait manifesté de réprobation devant les crimes d'un homme qui conservait la nationalité française et se déclarait « administrateur des valeurs occidentales ». Pendant les événements de mai 1968, le chef de l'Etat centrafricain envoyait un message au général de Gaulle, pour l'encourager à garder le pouvoir jusqu'à la fin de son mandat, et à rester ferme face à ce jeune qui vient d'arriver aux institutions françaises. Peu après, le lieutenant de la 1<sup>re</sup> République renvoyait « son héros d'Etat » et déclarait la loi dans l'armée la plus justifiée.

Peut-être le général de Gaulle n'aurait-il pas rebrousse un ancien des Forces françaises libres pour des raisons humanitaires. Le « soldat », comme il l'appelait par ailleurs, avait gagné plusieurs décorations de sa part. Mais comme celui qui ne lui avait pas permis de servir de l'ancien adjoint expliquant l'indulgence dont les dirigeants français ont continué à faire preuve à son égard, même après que sa tutelle se soit faite sanglante ?

Le 21 décembre 1966, le chef de la gendarmerie, qui veut renverser le président Dacko, donne à son homme de confiance l'ordre d'arrêter le général Bokassa. Mais celui-ci, prévenu à temps, prend son adversaire de vitesse, fait neutraliser la gendarmerie, et profite de la situation pour s'emparer lui-même du pouvoir. C'est le coup d'état de la Saint-Sylvestre. Commencée comme une escarmouche, l'affaire se termine en drame. Le nouveau maître du pays invite les anciens membres du gouvernement et les députés à

## Un trône pour le « roi nègre »

Quand, après s'être nommé lui-même marchand et « président à vie » de la République centrafricaine, M. Bokassa se proclame « empereur », en décembre 1977, est-ce celui du marchand Amin Dada, le tyran ougandais. Le racisme n'est pas absent de l'explication qui est faite des pratiques du plus bouffon des « rois nègres ». Pour beaucoup cependant, l'empereur apparaît encore comme un être plus ignominieux que maléfique, un peu trop proche des dévotions que la France continue à lui prêter au nom de la coopération, mais pas anthropologique. C'est à quel point le « roi nègre » que l'appellent certains de ses compatriotes en faisant allusion à son goût pour les médailles, dont

## le « roi nègre »

qui aurait été celui de ses fonctions le 13 mars, serait incarné. 14 MARS. — Amnesty International dénonce les violations des droits de l'homme en Centrafrique le 13 mars. 15 MARS. — Installation (le 14) de l'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 16 MARS. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 17 MARS. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 18 MARS. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 19 MARS. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 20 MARS. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 21 MARS. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 22 MARS. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 23 MARS. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 24 MARS. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 25 MARS. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 26 MARS. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 27 MARS. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 28 MARS. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 29 MARS. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 30 MARS. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 31 MARS. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 1 AVRIL. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 2 AVRIL. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 3 AVRIL. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 4 AVRIL. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 5 AVRIL. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 6 AVRIL. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 7 AVRIL. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 8 AVRIL. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 9 AVRIL. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 10 AVRIL. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 11 AVRIL. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 12 AVRIL. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 13 AVRIL. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 14 AVRIL. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 15 AVRIL. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 16 AVRIL. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 17 AVRIL. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 18 AVRIL. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 19 AVRIL. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 20 AVRIL. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 21 AVRIL. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 22 AVRIL. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 23 AVRIL. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 24 AVRIL. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 25 AVRIL. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 26 AVRIL. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 27 AVRIL. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 28 AVRIL. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 29 AVRIL. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 30 AVRIL. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 31 AVRIL. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 1 MAI. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 2 MAI. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 3 MAI. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 4 MAI. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 5 MAI. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 6 MAI. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 7 MAI. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 8 MAI. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 9 MAI. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 10 MAI. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 11 MAI. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 12 MAI. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 13 MAI. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 14 MAI. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 15 MAI. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 16 MAI. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 17 MAI. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 18 MAI. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 19 MAI. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 20 MAI. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 21 MAI. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 22 MAI. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 23 MAI. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 24 MAI. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 25 MAI. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 26 MAI. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 27 MAI. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 28 MAI. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 29 MAI. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 30 MAI. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 31 MAI. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 1 JUIN. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 2 JUIN. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 3 JUIN. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 4 JUIN. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 5 JUIN. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 6 JUIN. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 7 JUIN. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 8 JUIN. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 9 JUIN. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 10 JUIN. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 11 JUIN. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 12 JUIN. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 13 JUIN. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 14 JUIN. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 15 JUIN. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 16 JUIN. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 17 JUIN. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 18 JUIN. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 19 JUIN. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 20 JUIN. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 21 JUIN. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 22 JUIN. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 23 JUIN. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 24 JUIN. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 25 JUIN. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 26 JUIN. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 27 JUIN. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 28 JUIN. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 29 JUIN. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 30 JUIN. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 1 JUILLET. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 2 JUILLET. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 3 JUILLET. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 4 JUILLET. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 5 JUILLET. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 6 JUILLET. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 7 JUILLET. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 8 JUILLET. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 9 JUILLET. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 10 JUILLET. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 11 JUILLET. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 12 JUILLET. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 13 JUILLET. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 14 JUILLET. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 15 JUILLET. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 16 JUILLET. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 17 JUILLET. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 18 JUILLET. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 19 JUILLET. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 20 JUILLET. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 21 JUILLET. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 22 JUILLET. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 23 JUILLET. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 24 JUILLET. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 25 JUILLET. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 26 JUILLET. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 27 JUILLET. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 28 JUILLET. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 29 JUILLET. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 30 JUILLET. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 31 JUILLET. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 1 AOÛT. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 2 AOÛT. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 3 AOÛT. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 4 AOÛT. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 5 AOÛT. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 6 AOÛT. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 7 AOÛT. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 8 AOÛT. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 9 AOÛT. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 10 AOÛT. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 11 AOÛT. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 12 AOÛT. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 13 AOÛT. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 14 AOÛT. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 15 AOÛT. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 16 AOÛT. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 17 AOÛT. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 18 AOÛT. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 19 AOÛT. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 20 AOÛT. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 21 AOÛT. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 22 AOÛT. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 23 AOÛT. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 24 AOÛT. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 25 AOÛT. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 26 AOÛT. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 27 AOÛT. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 28 AOÛT. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 29 AOÛT. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 30 AOÛT. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 31 AOÛT. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 1 SEPTEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 2 SEPTEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 3 SEPTEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 4 SEPTEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 5 SEPTEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 6 SEPTEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 7 SEPTEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 8 SEPTEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 9 SEPTEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 10 SEPTEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 11 SEPTEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 12 SEPTEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 13 SEPTEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 14 SEPTEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 15 SEPTEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 16 SEPTEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 17 SEPTEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 18 SEPTEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 19 SEPTEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 20 SEPTEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 21 SEPTEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 22 SEPTEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 23 SEPTEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 24 SEPTEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 25 SEPTEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 26 SEPTEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 27 SEPTEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 28 SEPTEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 29 SEPTEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 30 SEPTEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 1 OCTOBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 2 OCTOBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 3 OCTOBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 4 OCTOBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 5 OCTOBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 6 OCTOBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 7 OCTOBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 8 OCTOBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 9 OCTOBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 10 OCTOBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 11 OCTOBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 12 OCTOBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 13 OCTOBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 14 OCTOBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 15 OCTOBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 16 OCTOBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 17 OCTOBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 18 OCTOBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 19 OCTOBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 20 OCTOBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 21 OCTOBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 22 OCTOBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 23 OCTOBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 24 OCTOBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 25 OCTOBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 26 OCTOBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 27 OCTOBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 28 OCTOBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 29 OCTOBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 30 OCTOBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 31 OCTOBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 1 NOVEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 2 NOVEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 3 NOVEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 4 NOVEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 5 NOVEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 6 NOVEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 7 NOVEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 8 NOVEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 9 NOVEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 10 NOVEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 11 NOVEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 12 NOVEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 13 NOVEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 14 NOVEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 15 NOVEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 16 NOVEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 17 NOVEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 18 NOVEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 19 NOVEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 20 NOVEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 21 NOVEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 22 NOVEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 23 NOVEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 24 NOVEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 25 NOVEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 26 NOVEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 27 NOVEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 28 NOVEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 29 NOVEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 30 NOVEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 1 DÉCEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 2 DÉCEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 3 DÉCEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 4 DÉCEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 5 DÉCEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 6 DÉCEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 7 DÉCEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 8 DÉCEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 9 DÉCEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 10 DÉCEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 11 DÉCEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 12 DÉCEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 13 DÉCEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 14 DÉCEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 15 DÉCEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 16 DÉCEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 17 DÉCEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 18 DÉCEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 19 DÉCEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 20 DÉCEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 21 DÉCEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 22 DÉCEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 23 DÉCEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 24 DÉCEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 25 DÉCEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 26 DÉCEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 27 DÉCEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 28 DÉCEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 29 DÉCEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 30 DÉCEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 31 DÉCEMBRE. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 1 JANVIER. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 2 JANVIER. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 3 JANVIER. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 4 JANVIER. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 5 JANVIER. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 6 JANVIER. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 7 JANVIER. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 8 JANVIER. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 9 JANVIER. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 10 JANVIER. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 11 JANVIER. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 12 JANVIER. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 13 JANVIER. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 14 JANVIER. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 15 JANVIER. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 16 JANVIER. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 17 JANVIER. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 18 JANVIER. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 19 JANVIER. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 20 JANVIER. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 21 JANVIER. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 22 JANVIER. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 23 JANVIER. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 24 JANVIER. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 25 JANVIER. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 26 JANVIER. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 27 JANVIER. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 28 JANVIER. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 29 JANVIER. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 30 JANVIER. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 31 JANVIER. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 1 FÉVRIER. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 2 FÉVRIER. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 3 FÉVRIER. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 4 FÉVRIER. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 5 FÉVRIER. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 6 FÉVRIER. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 7 FÉVRIER. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 8 FÉVRIER. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 9 FÉVRIER. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 10 FÉVRIER. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 11 FÉVRIER. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 12 FÉVRIER. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 13 FÉVRIER. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 14 FÉVRIER. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 15 FÉVRIER. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 16 FÉVRIER. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 17 FÉVRIER. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 18 FÉVRIER. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 19 FÉVRIER. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 20 FÉVRIER. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 21 FÉVRIER. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine. 22 FÉVRIER. — L'Assemblée nationale (le 15) de la République centrafricaine











#### IV. — L'invasion des « boat people »

**FIN**

2 vol. (même format, même reliure), plus de 76 000 mots. Le grand dictionnaire parfaitement complémentaire de La Grande Encyclopédie, parce qu'il éclaire sur tout le vocabulaire, ses nuances et la façon de s'en servir.

# Citroën lance une nouvelle voiture.

CITROËN<sup>®</sup>







## Croisière autour de l'Afrique



Une croisière exceptionnelle et insolite autour de l'Afrique d'est ce que Flota Lauro vous propose en 1980. Une fabuleuse croisière de 55 jours sur le grand navire bleu de 24.000 t. "Machia Lauro". Départ : 2 Février. La liste des escales est déjà d'ailleurs une invitation au voyage. Navire climatisé, cabines avec : Demandez la documentation à votre agence de voyages ou à : **EMISION CROISIERES**, 5, boulevard des Capucines, 75002 Paris. Tél. 266.46.50

## POLITIQUE

APRÈS L'APPEL DE M. CHIRAC

### « Il importe qu'une majorité nouvelle se constitue » nous déclare M. Jean Charbonnel

M. Jean Charbonnel, maître de Brive, ancien député U.N.R. de Corrèze, ancien ministre, président de la Fédération des républicains de progrès, a accepté de répondre, à la demande de M. Jacques Chirac, une « mission d'information et de contacts » auprès des personnalités et des formations gaullistes non R.P.R. (« Le Monde » du 19 septembre). Le bureau exécutif de la Fédération des républicains de progrès, réuni lundi 17 septembre, à Paris, l'a approuvé à l'unanimité.

« Comment pouvez-vous définir la mission que vous a proposée M. Jacques Chirac et que vous avez acceptée ?

— Comme une mission de bonne volonté auprès des gaullistes aujourd'hui séparés, comme un dialogue dans quelles conditions le dialogue pourrait être rétabli entre nous. Je ne médis donc aucun préalable aux contacts que je souhaite prendre.

— Pourquoi avez-vous accepté cette mission, alors que vous vous êtes si souvent et si ostensiblement opposés depuis cinq ans à M. Chirac ?

— Pour deux raisons essentielles, qui tiennent l'une à l'impératif national, l'autre à l'idée que je me fais du gaullisme. « L'impératif national d'abord. Le pays est plongé dans une crise très sérieuse, qui s'aggrave chaque jour et dont les pouvoirs publics ont de plus en plus de mal à maîtriser les effets : la déviance récurrente de pressions du président de la République, lundi dernier, en témoigne suffisamment. Comme l'a exprimé avec beaucoup de force Michel Debré, comme l'a reconnu sur un autre plan François Mitterrand, un rassemblement de salut public s'impose désormais. Comment des gaullistes pourraient-ils le demander aux autres, à droite ou à gauche, s'ils n'acceptaient pas, d'abord, de dialoguer entre eux, avec l'espoir de retrouver un jour les voies de l'unité ?

— Pourquoi avez-vous rompu, en 1974, avec le mouvement gaulliste de l'époque ?

— J'ai en effet été exclu de l'U.D.R. au début de 1975, parce que j'avais exprimé la conviction que, quelque temps après la mort de Georges Pompidou, la candidature puis le gouvernement de M. Giscard d'Estaing, les dirigeants du mouvement gaulliste le déporteraient vers la droite, le complot de la vote du peuple, l'écroulement de son électorat politique et, en le trahissant ainsi, l'abandon à son sort.

— Je constate que c'est bien ce qui a fait se passer, au moment des élections européennes de juin dernier : s'il y avait eu plusieurs listes gaullistes en présence, non seulement le R.P.R. aurait reculé un peu plus encore, mais il aurait vraisemblablement séjourné.

— Or, cette éventualité ne s'est pas produite. Paradoxalement, le drapeau gaulliste a alors soulevé le parti de M. Chirac. Va-t-il finalement renouer, puisqu'il a ainsi démontré qu'il pouvait exister par lui-même, en dehors de la mouvance présidentielle, en défendant des objectifs nettement différents de ceux de la liste officielle, parce que beaucoup plus proches des préoccupations gaullistes authentiques.

— Est-ce seulement pour cette raison que vous pensez pouvoir nous rapprocher aujourd'hui du R.P.R. ?

— Certainement pas. La détermination d'indépendance ainsi faite par le R.P.R. vis-à-vis de la formation giscardienne était en effet pour les gaullistes de

fidélité et de progrès une condition nécessaire à tout rapprochement. Mais ce ne pouvait être une condition suffisante. Il restait encore — il reste toujours — les trois problèmes déjà évoqués. C'est à cet égard que l'appel de la Réunion a apporté un élément nouveau, dans la mesure où M. Chirac y a manifesté solennellement sa volonté d'ouvrir le mouvement qu'il préside à l'ouverture collective de tous les gaullistes.

— Mais n'y a-t-il pas des problèmes qui vous opposent tout en ce qui concerne les structures du R.P.R., que ses orientations politiques, économiques ou sociales ?

— Oui, et d'abord celui de l'orientation générale du R.P.R., qui se pose actuellement à deux niveaux : celui du fonctionnement interne du Rassemblement ; celui de la politique économique et sociale qu'il aura à défendre au Parlement dans le pays.

— Sur le premier point, des mesures positives ont déjà été prises : je pense notamment au départ de plusieurs conseillers locaux qui devaient contribuer à rendre le mouvement à lui-même, à ses militants et à ses élus. Je souhaiterais, bien sûr, que ces mesures soient complétées et renforcées : je souhaiterais en particulier, qu'un esprit nouveau se manifeste à l'égard de tous ceux qui, comme Jacques Chaban-Delmas, ont été écartés, au cours des années récentes, des responsabilités majeures dans une formation qui se réclame du gaullisme. L'autre était fait autrefois jusqu'en 1969 : il faudrait qu'il soit à nouveau notre loi.

— Quant à la doctrine économique et sociale, que devrait se donner le R.P.R., en matière de comité central, qui doit en débiter dimanche prochain, pour une proposition.

## Souris tarée cherche poulet sain pour refaire sa vie



Une grande enquête sur les manipulations génétiques par Josette ALIA

dans le prochain numéro du **NOUVEAU** observateur

**L'ouverture vers les socialistes**

— Que faudrait-il pour que la politique économique et sociale du R.P.R. corresponde à nos vœux ?

— Gaulliste de gauche, je ne peux engager mes amis à ouvrir le dialogue avec le R.P.R. que si le contrat auquel nous appartenons, dont une grande partie se situe actuellement en dehors de ce mouvement, peut, à cette occasion, faire valoir ses thèses en toute liberté : nous souhaitons, en effet, que la recherche de la « troisième voie » redonne l'adhésion obligatoire de tous les gaullistes, à quelque génération qu'ils appartiennent ; nous souhaitons surtout dépasser les débats d'école pour mettre en œuvre, enfin, nos idées.

— Car nous ne pourrions, les uns et les autres, retrouver la confiance du monde du travail que si nous agissons fermement et clairement en ce domaine.

— Si votre rapprochement avec le R.P.R. se concrétisait, quitteriez-vous l'opposition dans laquelle vous êtes entrés en 1974 ?

— Je crois que les frontières entre « majorité » et « opposition », telles qu'elles ont été fixées lors de l'élection présidentielle de 1974, n'ont plus désormais beaucoup de sens.

— En fait, la France est, depuis 1974, divisée en quatre blocs sensiblement égaux, dont un seul soutient vraiment la politique du président de la République ; ne peut-on même se demander si

celui-ci a encore une majorité dans le pays ? Si l'on ne veut pas qu'un vif et excessif dans l'opinion, il importe qu'une nouvelle majorité se constitue. Ce serait l'intérêt de la nation ; ce serait aussi celui du R.P.R., qui pourrait ainsi sortir de la situation ambiguë et contradictoire où il se trouve, puisqu'il critique fréquemment un gouvernement auquel il apporte, en même temps, un fidèle appui au Parlement ! Si le gaullisme devait prendre ses distances avec le giscardisme, ne serait-ce pas, en tout état de cause, de bon augure ?

— Quels contours seriez-vous alors à cette nouvelle majorité, comment l'imaginez-vous ?

— Comme un regroupement de tous les démocrates unis par la volonté de sortir le pays de l'impasse actuelle. Elle devrait rassembler les hommes et les femmes qui, pour y parvenir, sont prêts à répondre à la fois à l'appel d'indépendance et de grandeur nationale et à la nécessité de résoudre les problèmes quotidiens des Français dans un esprit de solidarité et de justice. C'est pourquoi je continue à souhaiter qu'une discussion approfondie s'instaure dès que possible entre gaullistes et socialistes pour préparer un rapprochement qui ne serait que démocratique, dans la nature des choses.

Process recueillis par ANDRÉ PASSERON.

du 22 septembre au 27 octobre

## OPÉRATION TAPIS

escompte de caisse 20% sur tous les tapis d'Orient

## AUX TROIS QUARTIERS

METRO MADELINE

RETROUVEZ LE PLAISIR D'ACHETER

Je suis à la





## Une manifestation de protestation

cile pour envoyer un mandat aux parents d'un ami panaméen qu'il hébergeait. Deux jeunes gens, en attente sur la place, se sont alors dirigés vers lui, tirant à courte distance. Les premières constatations l'ont étai, avant l'antopsia, de trois douilles de revolver de

## Son désespoir était infini

connait aussi le fin. C'est à chaque

molignée de morale  
ne manquaient pas  
en un dialogue pré-  
ludique. Les pro-  
fesseurs de morale  
s'adressaient qu'on le  
sente, à la fois, à  
leur, sa protestation  
le double étonne-  
ment. Les professeurs  
s'adressaient : « Je suis  
ce que je suis inconnu  
ce que divers pro-  
fesseurs, de morale  
de, de bon compor-  
tement, une preuve sup-  
plémentaire de la  
bonne morale. Les  
appellait : « Je suis  
ce que je suis inconnu  
ce que divers pro-  
fesseurs, de morale  
de, de bon compor-

les renforcements de la décennie sont devenus autant de principes de mode

[illegible]

**Dans la presse pour**

## Les trois morts

**Dans la presse port**

[illegible]

Borromée, Paris (15<sup>e</sup>), en présence de Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire nationale du P. S. F.

de jadis savent  
fiot. L'époque







# LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES

la plus moderne maison spécialisée - 61, rue Froidevaux 75014 Paris

du 22 Septembre au 7 Octobre 1979 au

## SALON DU MOBILIER ET DE LA DÉCORATION

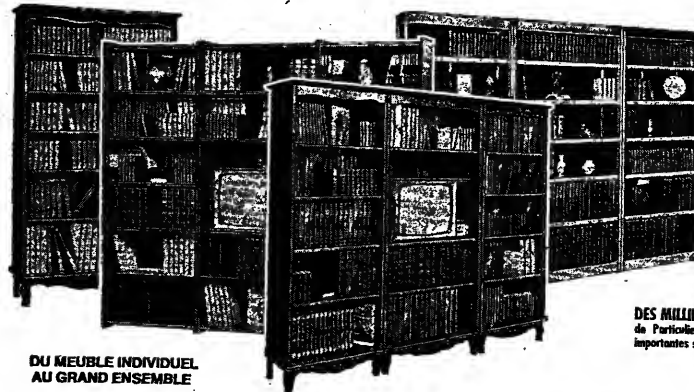
Parc des expositions - Porte de Versailles - Bâtiment 2 - Allée D - Stand 15

# 150

MODELES VITRES ACCORDABLES -  
JUXTAPOSABLES - SUPERPOSABLES - DÉMONTABLES - NOMBREUX BOIS.

COMBINAISONS D'ASSEMBLAGE  
PAR SIMPLE POSE SANS AUCUNE FIXATION

Tous les jours de 10 h à 19 h.  
NOCTURNES mardi et  
vendredi jusqu'à 22 h.



DU MEUBLE INDIVIDUEL  
AU GRAND ENSEMBLE

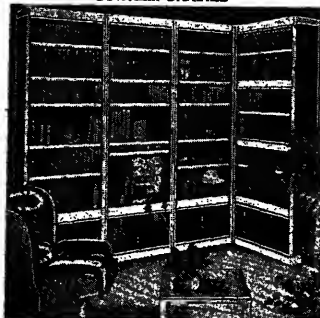
DES MILLIERS DE RÉFÉRENCES  
de Particuliers et d'Administrations  
importantes sont à votre disposition.



EXPÉDITION RAPIDE  
ET FRANCO  
FACILITÉ  
DE RETOUR

*Installez-vous, vous-même, ultra rapidement et facilement...*

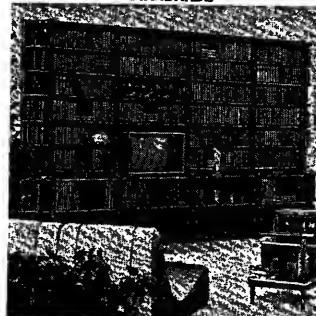
CONTEMPORAINES



JUXTAPOSABLES - SUPERPOSABLES  
Vitres ou non. 5 hauteurs - 3 profondeurs -  
3 largeurs - 2 couleurs

Ce magnifique ensemble de modèles contemporains juxtaposés non vitrés est réalisé en profilé ALUMINIUM ANODISÉ BROSSÉ ATX et en stratifié mélaminé blanc ou noir. Montage et démontage très faciles, notice de montage et clé jointes. Montants et traverses en aluminium anodisé brossé. Pince d'assemblage système breveté ATX. Pieds à verins plastique noir. Côtés et fonds en stratifié mélaminé double face 8 mm, crémaillères aluminium encastrées. Étagères réglables en aggloméré stratifié mélaminé double face 19 mm, chant avec T aluminium encastré. Nos modèles contemporains peuvent être équipés facilement et séparément de portes coulissantes en verre ou en parol bronze de 5 mm d'épaisseur.

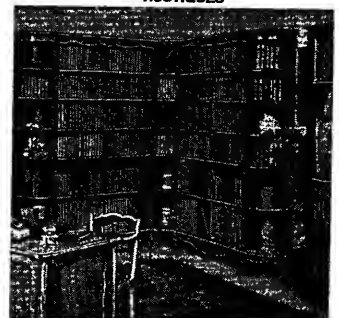
STANDARDS



JUXTAPOSABLES - SUPERPOSABLES  
Vitres ou non.

12 hauteurs - 4 profondeurs - 4 largeurs  
Étagères en multipli, côtés en aggloméré bois (pan-neaux de particules).  
Placage acajou traité ébénisterie, vernis cellulosique satiné, teinte acajou d'harmonisant avec tous les styles. Fonds contre-plaqué. Vitres coulissantes avec onglets, bords doux.  
12 hauteurs de 64 à 224 cm, modèles de 2 à 8 rayons pour formats différents.  
4 profondeurs 20 cm, 25 cm, 30 cm, 38 cm, nombreuses combinaisons par superposition.  
4 largeurs 64 cm, 78 cm, 94 cm, 126 cm, extension par juxtaposition, utilisation des angles, etc.  
Nombreux bois en option.

RUSTIQUES



JUXTAPOSABLES - SUPERPOSABLES  
Vitres ou non.

7 hauteurs - 3 profondeurs - 5 largeurs  
Vernis mat satiné, teinté noyer. Sur les montants en façade, moulure de style bois massif, étagères en multipli, montants en aggloméré, placage acajou traité ébénisterie. Dessus et socles débordants, frontons avec découpe de style. Pieds en forme, vitres claires coulissantes avec onglets. Juxtaposition, par simple pose, sans fixation grâce à notre système exclusif de moulures amovibles.  
Placage chêne ou merisier en option.

### ...A DES PRIX IMBATTABLES

Visitez nos Expositions Vente :  
à Paris : 61, rue Froidevaux, Paris 14<sup>e</sup>. Magasin ouvert le lundi de 14 h à 19 h et les autres jours  
même le samedi de 9 h à 19 h sans interruption.  
Autobus : 28, 38, 58, 68. Métro : Denfert-Rochereau - Gaîté - Raspail - Edgar Quinet

#### FRANCE

Ouvrez tous les jours même le samedi. AMIENS : 3, r. des Chaudronniers, tél. 31 87 15 - BORDEAUX : 10, r. Bonnard, tél. 44 38 42 - CLERMONT-FERRAND : 22, r. G. Chevreton, tél. 35 57 01 - GENEVE : 38, r. St-Augustin, tél. 42 55 75 - LILLE : 88, r. Emmermolen, tél. 55 59 39 - LORRAINE : 57, r. J.-F. Foy, tél. 79 15 42 - LYON : 3, r. de la République, tél. 26 35 31 - MARSEILLE : 103, r. Paradis, tél. 37 80 51 - MONTPELLIER : 3, r. Clément, tél. 35 16 35 - NANTES : 16, r. Gambetta, tél. 74 59 35 - NICE : 8, r. de la Bouche (Vieux-Ville), tél. 30 14 89 - NIMES : 18, quai E. Zola (ex de Musée), tél. 30 28 77 - NOUVEAU : Front de

Seine 2000, 43, r. des Charrettes, tél. 71 98 22 - STRASBOURG : 11, av. Gal de Gaulle (Esplanade), tél. 81 08 24 - TOULOUSE : 2-3, quai de la Doune, tél. 21 08 71 - TUNIS : 3, r. H. Barthelemy (près des Halles), tél. 81 02 28.  
C'est le lundi - fermé le mardi.

#### ÉTRANGER

AUTRICHE : 1010 VIENNE Korneo Buchendorg, Wollzeile 16 - BELGIQUE : Bruxelles 1050, 24, r. de la Vierge - LUXEMBOURG : 17, av. de la Liberté - SUISSE : Genève 1207 Soroca S.A., 17, bd Héliotique 2, tél. (022) 35 16 21 - PARIS-BAS : Boussens 1400 N.A., New 3-Ormeauweg, 33.

Nombreux autres modèles et départs sur mesures.

**BON POUR UN CATALOGUE GRATUIT**

LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES, 75680 Paris CEDEX 14. Veuillez m'envoyer sans engagement votre CATALOGUE BIBLIOTHÈQUES VITRES ou non contenant tous détails : hauteur, largeur, profondeur, bois, contenance, prix, etc.

M. \_\_\_\_\_  
à \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_  
Code Postal \_\_\_\_\_

ou par téléphone 24 H SUR 24  
(répondeur automatique) **320.73.33**





Spécial 20

**CAMEL MILD, LA CAMEL DOUCE.**  
(0,86 mg de nicotine et 9,7 mg de goudrons).

LOISEL AYCARD  
ORFÈVRE  
JAILLÉ

3 costumes  
**1100**  
3 pantalons  
3 chemises

et chemises

MODÈLE PARIS



[illegible]







# Quand le sport bat des records d'élégance

On ne sentait les coutures franches au GISEL, ce Salin international des articles de sport de haute qualité a fermé ses portes voici quelques jours. Un Salon de la mode sportive qui réunissait aux côtés d'exposants représentant vingt-huit pays. Il est vrai que ce nouveau secteur de la mode est d'importance : il y a été dépensé, en 1977, 5,6 milliards de francs en vêtements de sport, plus 600 millions en tenues de chasse, pêche et équitation, et encore 3 milliards en chaussures et autres boîtes.

Au nombre des sports « livres » les plus pratiqués, la randonnée pédestre, le cyclisme et la pêche, du côté des licences, on trouve, dans l'ordre, les footballeurs, les athlètes et les joueurs de tennis, les rugbymen se plaçant au quatrième rang.

À la veille des Jeux olympiques, les fabricants travaillent à améliorer leur production technique destinée à la compétition, réservant aux amateurs « les modèles pour tous les goûts dans lesquels il faut bon vivre. On assiste aujourd'hui à un rapprochement » entre les tenues sportives et la mode quotidienne. Une tendance qui va s'amplifier en 1980, donnant à notre façon de nous habiller une coloration de vie au grand air.

C'est dans ce contexte que, à la suite de Doroteia, dynamisme filiale de Doroteia S.A., Pierre Cardin lance pour 1980 prochain sa « ligne sport ».

Le tennis est désormais un sport de pointe avec quinze millions de joueurs et une inébranlable popularité. Il s'est vendu durant la saison dernière plus de 500 000 raquettes et presque autant de chaussures spécialisées, sans compter 3 millions de « tennis » fantaisie et 600 000 douzaines de balles !

1 745 000 joueurs la carte bricole. C'est dire que le tennis sera partout, mais également de plus en plus de la mode et de la mode, bien qu'il empêche pas les bicolors de chanter, comme l'orange et le jaune, deux tons de football, bien dynamiques et vertus.

Quant aux autres, il sont partout : un jersey bleu, chiné,

gratité, molletonné à dessins pointillés ou rayés, en éponge, perles, popeline ou chiné, sans oublier la toile à l'étoile, le denim et le velours côtelé. Les shorts de tennis et de « jog » sont en mélanges extensibles de coton ou de synthétique avec du lycra, en mail et brillants. Les survêtements améliorent encore confort par l'ampleur des emmanchures, les proportions des cols et la présence de fermures à glissière multiples. Biscornes et anoraks suivent les mêmes lignes, tandis que les combinaisons coupe-vent laquées sont désormais doublées d'éponge absorbante.

Adidas élève les athlètes et les sportifs du monde entier :

vingt-huit millions de paires vendues en 1978 et cent quatre-vingt modèles au catalogue. Les tenues de tennis appartiennent des modèles en cuir souple blanc, à semelle de gomme blanche de polyuréthane ; les jupes, des renforts de cuir destinés à bien soutenir la voute plantaire.

En Club sport, les deux-pièces pour le « jog » et le tennis sont dérivés du débardeur, complétés de shorts en satin à gaines contrastées. Daniel Hechter propose des robes et short de tennis à fines rayures, fins ou moins ajustés, et pour hommes, des shorts blancs droits à porter avec des polos en tranches bicolors. Fausp propose des tenues avec des bords côtelés. Le pan-

de détente à grandes épaules, lun, monté sur élastique, s'affine vers le bas.

Chez Prandial, le poncho-bonnet « HINDOL » en nylon imperméable, se transforme en tenue individuelle grâce à un jeu de fermures à glissière, la ciale du sac servant de mat au toit.

Enfin, Lestra Sport a pensé au confort du montard avec un sac de conchage quadraté une housse noire imperméable fermée de deux courroies fluorescentes, à sauter à l'arrière de la machine (350 F environ ; en vente à la fin de l'année).

NATHALIE MONT-SERVAN.

## Philatélie

ANDORRE - Monnaie - Trobada Co-Princes.

Suivant son programme 1979, la philatélie d'Andorre insérait un timbre-poste à l'occasion du mouvement de la monnaie de la Trobada Co-Princes (1979). Vient d'être émis le 1<sup>er</sup> octobre, un timbre-poste de 2,50 F vert, brun et bleu, représentant le portrait de Claude Lorraine, 320 000 exemplaires.

— La 25 septembre au bureau de poste d'Andorre-la-Vieille. — Collection E.P.J.

Bureaux temporaires des manifestations

Q 1980 Cam, Jacques 54 septemb. — Fourn de Cam (carré petit format).  
Q 1980 La Chapelle-d'Arménie (carré de ville), les 23 et 24 septembre. — L'ouverture de son inauguration.  
Q 1980 Mats, du 26 septembre au 5 octobre. — Fête internationale de Mats.  
Q 1980 Colmar (pour des expositions), les 23 et 24 septembre. — Festival international des oiseaux.  
Q 1980 Tignes-les-Bains (carré de ville), les 23 et 24 septembre. — 7<sup>e</sup> congrès national du Groupement philatélique savoyard.  
Q 1980 Montblanc (carré de ville), les 23 et 24 septembre. — Exposition philatélique « Bona de Montblanc ».  
Q 1980 Belfort (carré de ville), les 23 et 24 septembre. — Exposition philatélique « Belfort ».  
Q 1980 Montblanc (carré de ville), les 23 et 24 septembre. — Exposition philatélique « Bona de Montblanc ».  
Q 1980 Belfort (carré de ville), les 23 et 24 septembre. — Exposition philatélique « Belfort ».  
Q 1980 Montblanc (carré de ville), les 23 et 24 septembre. — Exposition philatélique « Bona de Montblanc ».

## LE TOURISME QUI TUE, LE TOURISME QUI SAUVE

Si le tourisme est aujourd'hui considéré comme un loisir majeur et l'un des phénomènes marquants de cette fin de siècle, son analyse scientifique, jusqu'à présent, restait bien souvent limitée, fragmentée, voire peu rigoureuse et souvent enterrée dans deux directions opposées : une approche « économique » qui traitait le phénomène de toutes les vertus propres à assurer le développement de ceux qui en avaient besoin ; une approche sociologique qui, à l'inverse, l'accusait de tous les maux, en regard des sociétés menacées. La thèse de doctorat d'Etat de Dimitris Stavakis, « L'impact du tourisme sur le développement », vient à point comble cette lacune et œuvre de reconnaître les deux dimensions. La chose n'est pas simple et, par conséquent, l'auteur nous livre une étude très complète et très détaillée de très nombreux tableaux statistiques appuyés sur des raisonnements à l'économie internationale. Les données de référence d'ordre sociologique.

Les phénomènes économiques, le tourisme a des caractéristiques spécifiques. Son analyse n'est pas faite de simples appes aux concepts de la théorie de

marché de l'offre et de la demande. Comme tout autre secteur, il repose sur une maîtrise première (qui peut aller de l'investissement à la rhétorique montante) permettant la création d'une image de marque propre à chaque pays et nécessitant la mise en place d'une politique de conservation et de développement du patrimoine. L'auteur nous rappelle la complexité de toute analyse du tourisme, et à fortiori de toute politique de développement touristique, du fait du grand nombre de secteurs impliqués à l'implémentation de cette maîtrise première : les transports, les diverses formes d'hébergement, les tours-opérateurs et les agences de voyages, la restauration, le secteur culturel et le secteur animé, ainsi que les services publics.

Du côté de la demande, le point de départ de sa réflexion repose sur la constatation d'un déséquilibre. Quelques chiffres : en 1978, 45,3 % (c'est-à-dire 215 millions) des arrivées du tourisme international provenaient des deux principaux pays occidentaux : les États-Unis et le Canada, de R.F.A. et du Royaume-Uni. En France, employant 30 % des dépenses

globales affectées au tourisme international. L'Europe et les Amériques n'ont reçu que 76,1 % des recettes provenant de ce tourisme.

Le grand problème reste bien entendu son impact sur les pays en voie de développement. Sur ce point, Dimitris Stavakis reste sceptique quant à la valeur économique du tourisme. S'il est une source importante de devises, son effet est limité par les nombreuses importations souvent nécessaires pour satisfaire des touristes en mal de consommation, en biens d'équipement (air conditionné, appareils photo, alcool, etc.), auxquelles il faut ajouter la rapatriation des bénéfices des investisseurs étrangers. Chaque pays est, bien entendu, dans une situation particulière. D. Stavakis cite deux exemples africains contrastés : au Kenya, le tourisme laisse les trois quarts de ce qu'il dépense, à l'inverse, en Gambie, à peine 10 % sur 100 francs C.F.A. qu'il dépense. 32 des mêmes francs s'envolent à l'étranger.

Outre le choc des cultures, le tourisme est un choc de motivations, qui pose le délicat problème de transformations (et leurs évaluations) et sur les

quyèmes de valeurs des pays d'accueil, et sur le comportement des populations. L'hypothèse de Dimitris Stavakis est la suivante, mais elle demanderait à être complétée par des analyses ponctuelles et précises : pour les économies sous-développées, plus le pays est petit (c'est-à-dire, une île), plus les effets peuvent être réduits, ce d'autant plus que cette rencontre a lieu massivement durant une période de temps très courte.

Le mythe du tourisme moyen de rapprocher les peuples, entreten par nombre de discours contemporains, voit en réalité tout au long de ces pages très pertinentes, de l'arrivée en masse des « touristes » les sources les sans de certaines manifestations — que l'on songe au triste sort des cultures balinaises — elle peut entraîner, d'autre part, un effort de conservation culturelle, empêcher le flux des richesses historiques vers les musées occidentaux, réaliser certaines activités artistiques et réajuster certaines pratiques, provoquer une réaction contre l'occidentalisation.

J.-M. MESTRES.

À Dimitris Stavakis, le Phénomène touristique international (éditions d'Éditions, 6120 Plan de la Tour, 1978, 200 pages.

## VERS TOUT LE SUD DE L'ANGLETERRE : Flèche d'Argent

SNCF BIA

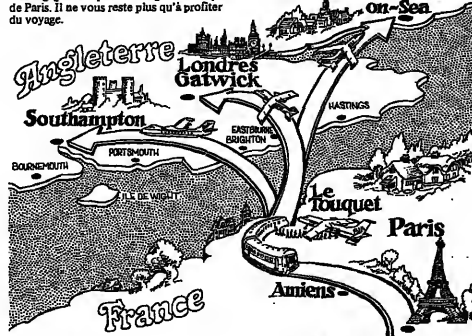
### ORIGINAL

La Flèche d'Argent est un service unique assurant le train et l'avion. Un train exclusif vous attend, plusieurs fois par jour à la Gare du Nord et vous conduit au pied de la passerelle de l'avion sur l'aéroport du Touquet.

Vos bagages sont pris en charge dès le départ de Paris. Il ne vous reste plus qu'à profiter du voyage.

### RAPIDE

En trois heures, après votre départ du centre de Paris, vous êtes arrivés dans un des trois aéroports de votre choix : Londres-Gatwick, Southampton ou Southend-on-Sea, bien desservis par le rail.



### ECONOMIQUE

460 francs aller-retour, quel que soit le choix de votre aéroport d'arrivée, et est le tarif « Visite ». Pour les groupes, il existe une tarification encore plus avantageuse.

### TOURISTIQUE

Laissez-vous choir, prenez un verre, restez-vous, admirez les paysages de la Picardie, dans le train exclusivement réservé aux passagers de l'avion, qui vous conduira au cœur de la charmante Angleterre.

RÉSERVATIONS : 934.50.08. RENSEIGNEMENTS DANS LES GARES, BUREAUX DE TOURISME SNCF OU VOTRE AGENCE DE VOYAGE.

## AVEC IBERIA ALLEZ 3 FOIS PAR JOUR A MADRID.

10 H 30, 14 H 30 et 20 H 30  
Départ tous les jours d'Orly Sud.

Ces horaires vous assurent la correspondance avec toutes les autres grandes villes d'Espagne.

Renseignements - Réservation :  
Iberia - 261.57.40 - 31, avenue Montaigne - 75008 Paris  
742.38.60 - 1, rue Scribe - 75009 Paris  
686.46.60 - Aéroport d'Orly  
Et dans votre Agence de voyages habituelle.



VOUS AMÈNE DEPUIS PLUS DE 30 ANS

## INDEX

Index listing various topics and page numbers, including sections for 'Le Monde des Loisirs' and other related content.























## TRANSPORTS

L'OCCITAN S'ÉGARE  
SUR LA GRANDE CEINTURE

Le mardi 10 septembre, entre 7 heures et 9 heures du matin, les passagers de l'Occéania, partis la veille de Toulouse à 23 heures ont pu croire que la S.N.C.F. avait perdu la maîtrise de route du convoi. Gare d'Austerlitz, où le train devait arriver à 7 h. 15, aucune réponse n'était donnée à ceux qui s'ingénuaient sur le retard. On avait égaré l'Occéania.

Mauvaise plaisanterie à la S.N.C.F. mais mauvaise maladroite quand même : une enquête est en cours pour savoir pourquoi le conducteur du train s'est malencontreusement engagé, à la hauteur de Villeneuve-Saint-Georges, sur des rails qui s'écroulaient sous son direction.

A ta compagnie, on suppose qu'il s'agit-là d'une mauvaise identification : on aerait pris l'Océltan pour un autre, pour un traître de marchandises, par exemple. Il n'est pas rare, en effet, qu'un rapide s'duble s'un convoi plus lent. L'erreur s'est-elle produite au moment d'une telle opération, l'Océltan changeant d'identification et étant dirigé sur un autre réseau ?

● 212 000 passagers sur le service de Concorde, 212 000 passagers au total ont été transportés sur l'ensemble du réseau super-sonique d'Air France. Au cours des huit premiers mois de l'année, le coefficient d'occupation moyen des vols Concorde d'Air

● **Frêt par air entre Bordeaux et New-York.** — Une liaison aérienne Bordeaux-New-York par Boeing-747 tout cargo a été inaugurée le 14 septembre par la compagnie Air France. Elle sera assurée tous les vendredis.

**PRIME** 33, TMS

5 ans, en France et dans le monde  
e courent plus vite que celles de se  
ement une raison. Allez la découv  
ateurs conversationnels

CLUS

1



## TRANSPORTS

Les essais du train à grande vitesse

### 260 à l'heure dans un tunnel

Le fin du fin pour les constructeurs de véhicules à grande vitesse est de donner à leurs passagers l'impression que celle-ci n'est pas à 200 à l'heure, le voyageur de Concorde doit à l'air du machinisme pour comprendre qu'il franchit le mur du son ; celui du futur train à grande vitesse (T.G.V.) que la S.N.C.F. mettra en service entre Paris, Lyon et ses aéroports maritimes lui aussi devra être informé des progrès qu'il fait. C'est à 260 à l'heure de pointe, c'est le véhicule choisi. On aura pu aller plus loin (300 à l'heure) pour des raisons d'économie, on n'en est tenu là. C'est déjà beaucoup.

Une rame de six unités est actuellement en navette entre Strasbourg et Colmar, 60 kilomètres franchis en 22 minutes. La seule impression un peu forte, le passage de la rampe au départ avec une accélération très rapide ; quelques minutes plus tard, il lui faudra choisir avec soin ses rapides dans le paysage pour qu'il sente encore la vitesse. Aucune vibration particulière, aucun bruit notable. Les voitures sont bien isolées, le toit forme de très sales coupures, parfaitement lisses à l'extérieur.

En ces périodes d'essais, le véhicule est porté par le cabine de la motrice électrique. Durant les essais de bord en tunnel, le véhicule est porté par la motrice électrique. Durant les essais de bord en tunnel, le véhicule est porté par la motrice électrique. Durant les essais de bord en tunnel, le véhicule est porté par la motrice électrique.

reste maître de la manœuvre, et les automobilistes surveillent ses gestes et se substituent éventuellement à lui. Surprenant, n'est-ce pas, cet homme sous l'ail de la machine. Tout d'un coup, le T.G.V. sera composé de huit remorques articulées encadrées de deux motrices. Deux cent quarante places dans les voitures de deuxième classe, cent trente-cinq dans celles de première classe. Toutes assises, ce qui suppose une réservation obligatoire.

Moins de surprise ici. Si à l'extérieur les rames bleues et oranges sont admirablement profilées, l'innovation est moins évidente dans l'aménagement intérieur, qui rappelle beaucoup celui du classique train Corail. Plus de banquettes ; des fauteuils séparés bien étudiés, en deuxième notamment, pour laisser davantage de place aux jambes, points de contact différents dans une ambiance générale faite d'un mariage de beige et des oranges.

Quatre-vingt-sept rames de ce modèle sont à ce jour commandées, au prix moyen de 20 millions l'unité, comportent un total de 70 % de pièces de première classe. Les voyageurs pourront profiter des services à la fin de l'année prochaine sur la ligne nouvelle Sud-Est, mais la ligne nouvelle sur laquelle elles pourront rouler à pleine vitesse ne sera pas ouverte avant l'automne 1981 sur une partie du parcours (Saint-Florentin-Lyon) et à l'automne 1983 dans sa totalité. Ce n'est donc que dans quatre ans que, grâce au T.G.V., Lyon sera mis, par le train, à deux heures de Paris. — J.-F. S.

## PÊCHE

LA « GUERRE DES LANGOUSTINES »

### Des pêcheurs et leurs champs

Un conflit très dur oppose depuis longtemps les pêcheurs bretons du pays bigouden aux autorités britanniques, qui ont, le 13 septembre, arraisonné une nouvelle fois deux de leurs bateaux. Mille cinq cents marins ont manifesté dans les rues de Quimper.

Quimper. — Blaise Jean et cheminé à carreaux, M. Marcel Bodé est visiblement un homme de mer. Sans doute se sent-il plus à l'aise au milieu de l'Océan qu'à un meeting. Mais il reste déterminé. S'il est aujourd'hui à Quimper, c'est parce que « les décisions anglaises mettent en danger toute la pêche bigoudenne ». Il sait ce dont il parle.

Son bateau, la Cora, fut arraisonné le 12 mai 1977. Il fut pris sans preuve de leur licence contrefaite. « Un lieutenant est monté à bord et m'a mis un fusil sous le nez. Il m'a demandé de signer son papier, sinon il prendrait le commandement de mon langoustinier. Par mesure de prudence, il a laissé dix de ses marins près de moi. Il ne me restait plus qu'à obtempérer ».

S'il était contraint de se plier aux nouvelles normes — mélange de 10 millimètres — le mangier à garnir pour lui et ses cinq hommes d'équipage serait de l'ordre de 90 %. Autant dire que « cela ne rendrait plus le coup d'aller dans ces parages ». Comme un certain nombre d'unités du Ministère du Sud, la Cora pêche toute l'année les langoustines. D'un million à deux millions de langoustes par an, on travaille du matin au soir, du lever du soleil au coucher du soleil. C'est fait, deux fois par semaine, dix-huit heures, le salaire du marin ? Environ 50 000 F par an (1). « Ce n'est pas beaucoup et l'été est compliqué, des risques, des horaires et des conditions de vie (2). On voudrait que la pêche artisanale qu'on ne s'y prendrait pas autrement ».

De notre correspondant

À Guéville, à Lescoul, à Locudy des milliers de pêcheurs estiment d'ailleurs que c'est le destin secret des autorités européennes. Fournir la pêche artisanale à bien mieux traverser la récente crise que la pêche industrielle. « La partie n'est pas perdue, nous confie un grand gaillard au visage curieux. Nous ne nous laisserons pas faire. » A deux pas, rendant compte de son entrevue avec le préfet, M. Le Berre, délégué C.F.T., s'écrit en martelant ses notes : « Nous ne pouvons pas de l'augmentation du mariage pour quelques pêcheurs que ce soit et à quelque date que ce soit. S'il le faut, nous durcirons notre action. Ses propos sont salués par un tonnerre d'applaudissements. Pourquoi les Anglais en sont-ils venus là ? Il est permis de supposer qu'ils ont voulu pendant qu'il en était encore temps bloquer le processus d'intégration européenne, leurs intérêts n'étant pas, estiment-ils, suffisamment réservés. Harcés des éléments de l'Inde et des îles Féroé où ils pêchaient traditionnellement, ils

aimeraient se réserver une partie importante des ressources des eaux qu'ils contrôlent. Ils auraient même avancé le chiffre de 40 %.

La meilleure preuve que cette histoire de mariage n'est finalement qu'un prétexte, c'est que les instances européennes avaient elles-mêmes proposé d'adopter à partir du 1<sup>er</sup> septembre 1978 les normes (700 mm) appliquées par la Grande-Bretagne.

Auton des pays intéressés ne s'étant pas entendus, il a été décidé d'opposer à ces mesures. Pour les cinq cents pêcheurs bretons pêchant la langoustine (coût élevé), cela a été une leçon. Ils en ont déduit qu'ils ne devaient compter que sur eux-mêmes.

#### Sept ports en pointe

Depuis la situation a bien changé. Les pêcheurs bigoudens ne sont pas restés inactifs ces derniers mois. Ils ont tout d'abord contacté avec leurs collègues irlandais, les ralliant à leur thèse ; ils ont aussi en relation avec les Néerlandais ; enfin et surtout, ils ont contesté à partir de travaux scientifiques — notamment ceux de M. Charnaud et Cona — le bien-fondé des thèses qui ont inspiré les partisans des nouvelles normes. « Le siècle des langoustes », ont-ils souligné, « s'est posé en danger (3). Indépendamment

des dimensions des mailles, peu de langoustines passent à travers les filets surmontés de 25 % ». Or, près de 70 % des langoustines capturées par les Français le sont par les mailles des sept ports du Sud-Pas-de-Calais. An nombre d'un peu moins de cinq mille, ceux-ci pêchent en valeur 25 % (110 tonnes et 600 millions de francs) de la production totale française de poissons et crustacés.

Les spécialistes affirment à ce sujet qu'un poste de marin conduit à la création de trois postes à terre dans les secteurs situés en amont et en aval (construction navale, mareyeurs, crèmes, conserveries, usines de boîtes métalliques).

En pays bigouden, où les rares industries appartiennent à un secteur agro-alimentaire, toute l'économie dépend directement ou indirectement de la pêche. C'est dire l'importance que revêt ce problème. D'autant que pour se faire faire preuve d'une santé financière, Cona, qui comptait en 1971 cent quinze chalandiers n'en possède plus qu'une cinquantaine. Et si plusieurs communes du littoral (Concarneau, Lescoul, Fénestrol) se sont lors des dernières élections dans des municipalités de gauche, la crise de la pêche y est probablement pour quelque chose.

JEAN LE NAHOUR.

SECON LE NOUVEAU PLAN DE LA R.A.T.P.

### Le ticket de métro augmentera de 25 centimes par an

La R.A.T.P. vient de publier son nouveau plan d'entreprise pour les années 1980-1984. Le plan prévoit que le ticket de métro aura, à l'avenir, le même prix : 1,50 F.

Pour ce qui concerne ses tarifs, la R.A.T.P. propose au gouvernement d'augmenter de 25 centimes chaque année, jusqu'en 1984, le prix du ticket. Ce plan, qui passerait ainsi de 1,50 F au 1<sup>er</sup> juillet 1979 à 2,10 F au 1<sup>er</sup> juillet 1984. Dans les plans précédents, la R.A.T.P. ne proposait qu'une augmentation de 6 centimes. Cette mesure permettrait de diminuer le déficit de l'entreprise — dont la région Île-de-France devrait progressivement prendre la charge — et, selon les termes mêmes des responsables de la R.A.T.P., de faire davantage participer le voyageur au prix de revient de son transport. Les investissements de la ligne devraient progresser de 2,3 milliards en 1979 à 3,3 milliards en 1984, en raison des travaux de prolongement de lignes de métro et du R.E.R. Ces travaux sont financés pour 30 % par la région Île-de-France, 30 % par l'État et 40 % par un prêt consenti à l'entreprise.

An cours des années à venir, le réseau parisien sera en effet prolongé en banlieue : le R.E.R. arrivera à Evry en 1980, et 1981 le tunnel entre la gare du Nord et Châtelet sera achevé, permettant l'interconnexion des réseaux S.N.C.F. et R.A.T.P. En outre, 12 kilomètres de lignes nouvelles de métro seront mises en service.

La consommation d'énergie de la R.A.T.P. atteindra 281 300 TEP (tonnes équivalent pétrole) en 1977. Pour l'énergie électrique, la répartition est la suivante : 25 % pour l'éclairage des gares et des voies et la ventilation, 70 % pour la traction. Pour l'énergie thermique, l'électricité (fuel, vapeur, gaz), 28 % de l'énergie sont consacrés au chauffage et à la réfrigération, 71 % aux carburants consommés par les autobus. La R.A.T.P. a donc mis au point un plan de restriction de la consommation qui devrait lui permettre d'économiser 40 000 TEP pour 1985.

Les modalités de freinage et d'accélération des rames de métro seront modifiées afin de permettre la récupération de l'énergie. L'éclairage des tunnels et des voies sera, les moteurs des autobus réduits.

### « AU GARRE D'AGNEAU » CHEZ ALBERT

123, av. de la République, 93000 Paris. Téléphone : 330-40-19. YVES ROBERT — PÊCHEUR. Ses deux enfants et sa femme. Son bateau sur l'estuaire de la Seine, l'une des dernières de Paris.

### LOTO ça peut rapporter gros



Ne sortez pas votre porte-monnaie, présentez votre carte bleue vous êtes aux Galeries Lafayette

## La GSA, elle refait la route.



Vous pouvez la voir dès aujourd'hui chez tous les concessionnaires Citroën.

CITROËN

CITROËN TOTAL

Le Monde

# économie

AVANT LES NÉGOCIATIONS MÉDECINS-SÉCURITÉ SOCIALE

## Des mesures autoritaires sont à craindre si le corps médical refuse toute contrainte

nous déclare M. Maurice Derlin, président de la Caisse nationale d'assurance-maladie des salariés

Les médecins se préparent à engager une riposte contre les décisions prises en juillet dernier par le gouvernement : gel des honoraires, discussion d'une nouvelle convention avec les caisses d'assurance-maladie et limitation des dépenses à l'évolution de la production. A la veille de l'assemblée générale extraordinaire de la Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.), les 22 et 23 sep-

tembre - son président, le docteur Jacques Monier, a indiqué que le C.S.M.F. dira « non » aux projets des pouvoirs publics et, surtout, ne représentera pas avec les autres professions de santé, une « riposte » nationale qui pourrait, dans certains départements, aboutir à des fermetures de cabinet. L'objectif de la C.S.M.F. est d'obtenir une négociation avec les caisses et le gouvernement.

Le président du conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance-maladie des salariés (C.N.A.M.), M. Maurice Derlin, estime, dans l'interview ci-dessous, que les médecins doivent accepter des entrainées et qu'une future convention - plutôt un contrat - doit être signée avec les caisses, et non pas

« à l'instar de l'accroissement des dépenses d'assurance-maladie. Cet objectif du gouvernement n'est pas à retenir, mais il est à noter que le président de la République, en déclarant que la situation des caisses d'assurance-maladie est grave, a eu raison. Il faut donc progresser à un rythme plus rapide que celui des dépenses, sous peine de voir les caisses faire faillite ».

« Il s'agit au conseil d'administration de la Caisse d'assurance-maladie des salariés de la C.G.T.-F.O. en mai 1979, nous avons proposé des mesures qui ont été rejetées. Cela a conduit à la situation actuelle, où les dépenses dépassent les recettes. Or, depuis cette date, les dépenses ont continué à augmenter, et nous sommes arrivés à la situation actuelle, où les dépenses dépassent les recettes. C'est une situation grave, et nous devons y remédier ».

« A chaque fois qu'il y a eu de nouvelles mesures, nous avons dit qu'il y avait des limites à l'augmentation des coti-

lisation. Cette limite est atteinte parce que les cotisations ne suivent pas l'évolution des dépenses. Si la situation continue à se dégrader, nous pourrions être amenés à prendre des mesures d'urgence, comme la limitation des dépenses ou la limitation des honoraires ».

« Les dépenses ? Elles progressent toujours, et nous devons y remédier. C'est pourquoi nous proposons des mesures qui ont été rejetées. Cela a conduit à la situation actuelle, où les dépenses dépassent les recettes. Or, depuis cette date, les dépenses ont continué à augmenter, et nous sommes arrivés à la situation actuelle, où les dépenses dépassent les recettes. C'est une situation grave, et nous devons y remédier ».

« En revanche, il n'y a pas de problème de la part des caisses d'assurance-maladie. Elles ont des ressources suffisantes pour faire face à leurs engagements. C'est pourquoi nous proposons des mesures qui ont été rejetées. Cela a conduit à la situation actuelle, où les dépenses dépassent les recettes. Or, depuis cette date, les dépenses ont continué à augmenter, et nous sommes arrivés à la situation actuelle, où les dépenses dépassent les recettes. C'est une situation grave, et nous devons y remédier ».

« Nous nous efforçons à ne pas provoquer le corps médical en lui imposant des mesures d'urgence. Mais les médecins doivent accepter des entrainées et qu'une future convention - plutôt un contrat - doit être signée avec les caisses, et non pas

« à l'instar de l'accroissement des dépenses d'assurance-maladie. Cet objectif du gouvernement n'est pas à retenir, mais il est à noter que le président de la République, en déclarant que la situation des caisses d'assurance-maladie est grave, a eu raison. Il faut donc progresser à un rythme plus rapide que celui des dépenses, sous peine de voir les caisses faire faillite ».

« A chaque fois qu'il y a eu de nouvelles mesures, nous avons dit qu'il y avait des limites à l'augmentation des coti-

### Hôpitaux : une situation très difficile

« L'appel à des économies concerne tout d'abord les hôpitaux. Les décisions qui ont été prises en juillet dernier, à l'initiative de la C.G.T.-F.O., ont été rejetées. Cela a conduit à la situation actuelle, où les dépenses dépassent les recettes. Or, depuis cette date, les dépenses ont continué à augmenter, et nous sommes arrivés à la situation actuelle, où les dépenses dépassent les recettes. C'est une situation grave, et nous devons y remédier ».

« Ces avancées ont été consenties à une certaine époque, sur décision de la Caisse. Mais, à l'approche du 15 août, nous avons dû nous rendre compte que les dépenses dépassaient les recettes. C'est pourquoi nous proposons des mesures qui ont été rejetées. Cela a conduit à la situation actuelle, où les dépenses dépassent les recettes. Or, depuis cette date, les dépenses ont continué à augmenter, et nous sommes arrivés à la situation actuelle, où les dépenses dépassent les recettes. C'est une situation grave, et nous devons y remédier ».

« C'est pourquoi nous proposons des mesures qui ont été rejetées. Cela a conduit à la situation actuelle, où les dépenses dépassent les recettes. Or, depuis cette date, les dépenses ont continué à augmenter, et nous sommes arrivés à la situation actuelle, où les dépenses dépassent les recettes. C'est une situation grave, et nous devons y remédier ».

« C'est pourquoi nous proposons des mesures qui ont été rejetées. Cela a conduit à la situation actuelle, où les dépenses dépassent les recettes. Or, depuis cette date, les dépenses ont continué à augmenter, et nous sommes arrivés à la situation actuelle, où les dépenses dépassent les recettes. C'est une situation grave, et nous devons y remédier ».

« C'est pourquoi nous proposons des mesures qui ont été rejetées. Cela a conduit à la situation actuelle, où les dépenses dépassent les recettes. Or, depuis cette date, les dépenses ont continué à augmenter, et nous sommes arrivés à la situation actuelle, où les dépenses dépassent les recettes. C'est une situation grave, et nous devons y remédier ».

« C'est pourquoi nous proposons des mesures qui ont été rejetées. Cela a conduit à la situation actuelle, où les dépenses dépassent les recettes. Or, depuis cette date, les dépenses ont continué à augmenter, et nous sommes arrivés à la situation actuelle, où les dépenses dépassent les recettes. C'est une situation grave, et nous devons y remédier ».

« C'est pourquoi nous proposons des mesures qui ont été rejetées. Cela a conduit à la situation actuelle, où les dépenses dépassent les recettes. Or, depuis cette date, les dépenses ont continué à augmenter, et nous sommes arrivés à la situation actuelle, où les dépenses dépassent les recettes. C'est une situation grave, et nous devons y remédier ».

« Le gouvernement nous demande d'adopter, par négociation, des mesures d'urgence. Mais nous ne pouvons pas accepter cela. Nous devons y remédier. C'est pourquoi nous proposons des mesures qui ont été rejetées. Cela a conduit à la situation actuelle, où les dépenses dépassent les recettes. Or, depuis cette date, les dépenses ont continué à augmenter, et nous sommes arrivés à la situation actuelle, où les dépenses dépassent les recettes. C'est une situation grave, et nous devons y remédier ».

« C'est pourquoi nous proposons des mesures qui ont été rejetées. Cela a conduit à la situation actuelle, où les dépenses dépassent les recettes. Or, depuis cette date, les dépenses ont continué à augmenter, et nous sommes arrivés à la situation actuelle, où les dépenses dépassent les recettes. C'est une situation grave, et nous devons y remédier ».

« C'est pourquoi nous proposons des mesures qui ont été rejetées. Cela a conduit à la situation actuelle, où les dépenses dépassent les recettes. Or, depuis cette date, les dépenses ont continué à augmenter, et nous sommes arrivés à la situation actuelle, où les dépenses dépassent les recettes. C'est une situation grave, et nous devons y remédier ».

« C'est pourquoi nous proposons des mesures qui ont été rejetées. Cela a conduit à la situation actuelle, où les dépenses dépassent les recettes. Or, depuis cette date, les dépenses ont continué à augmenter, et nous sommes arrivés à la situation actuelle, où les dépenses dépassent les recettes. C'est une situation grave, et nous devons y remédier ».

« C'est pourquoi nous proposons des mesures qui ont été rejetées. Cela a conduit à la situation actuelle, où les dépenses dépassent les recettes. Or, depuis cette date, les dépenses ont continué à augmenter, et nous sommes arrivés à la situation actuelle, où les dépenses dépassent les recettes. C'est une situation grave, et nous devons y remédier ».

« C'est pourquoi nous proposons des mesures qui ont été rejetées. Cela a conduit à la situation actuelle, où les dépenses dépassent les recettes. Or, depuis cette date, les dépenses ont continué à augmenter, et nous sommes arrivés à la situation actuelle, où les dépenses dépassent les recettes. C'est une situation grave, et nous devons y remédier ».

« C'est pourquoi nous proposons des mesures qui ont été rejetées. Cela a conduit à la situation actuelle, où les dépenses dépassent les recettes. Or, depuis cette date, les dépenses ont continué à augmenter, et nous sommes arrivés à la situation actuelle, où les dépenses dépassent les recettes. C'est une situation grave, et nous devons y remédier ».

« Le gouvernement nous demande d'adopter, par négociation, des mesures d'urgence. Mais nous ne pouvons pas accepter cela. Nous devons y remédier. C'est pourquoi nous proposons des mesures qui ont été rejetées. Cela a conduit à la situation actuelle, où les dépenses dépassent les recettes. Or, depuis cette date, les dépenses ont continué à augmenter, et nous sommes arrivés à la situation actuelle, où les dépenses dépassent les recettes. C'est une situation grave, et nous devons y remédier ».

« C'est pourquoi nous proposons des mesures qui ont été rejetées. Cela a conduit à la situation actuelle, où les dépenses dépassent les recettes. Or, depuis cette date, les dépenses ont continué à augmenter, et nous sommes arrivés à la situation actuelle, où les dépenses dépassent les recettes. C'est une situation grave, et nous devons y remédier ».

« C'est pourquoi nous proposons des mesures qui ont été rejetées. Cela a conduit à la situation actuelle, où les dépenses dépassent les recettes. Or, depuis cette date, les dépenses ont continué à augmenter, et nous sommes arrivés à la situation actuelle, où les dépenses dépassent les recettes. C'est une situation grave, et nous devons y remédier ».

« C'est pourquoi nous proposons des mesures qui ont été rejetées. Cela a conduit à la situation actuelle, où les dépenses dépassent les recettes. Or, depuis cette date, les dépenses ont continué à augmenter, et nous sommes arrivés à la situation actuelle, où les dépenses dépassent les recettes. C'est une situation grave, et nous devons y remédier ».

« C'est pourquoi nous proposons des mesures qui ont été rejetées. Cela a conduit à la situation actuelle, où les dépenses dépassent les recettes. Or, depuis cette date, les dépenses ont continué à augmenter, et nous sommes arrivés à la situation actuelle, où les dépenses dépassent les recettes. C'est une situation grave, et nous devons y remédier ».

« C'est pourquoi nous proposons des mesures qui ont été rejetées. Cela a conduit à la situation actuelle, où les dépenses dépassent les recettes. Or, depuis cette date, les dépenses ont continué à augmenter, et nous sommes arrivés à la situation actuelle, où les dépenses dépassent les recettes. C'est une situation grave, et nous devons y remédier ».

« C'est pourquoi nous proposons des mesures qui ont été rejetées. Cela a conduit à la situation actuelle, où les dépenses dépassent les recettes. Or, depuis cette date, les dépenses ont continué à augmenter, et nous sommes arrivés à la situation actuelle, où les dépenses dépassent les recettes. C'est une situation grave, et nous devons y remédier ».

## SOCIAL

DÉBUT DES ENTRETIENS SYNDICATS-GOUVERNEMENT

### Une concertation qui s'annonce difficile

Le premier ministre commence ses entretiens avec les organisations syndicales, patronales et familiales en recevant, ce vendredi 21 septembre à 15 h 30, les représentants de la Force ouvrière. Ce sera le tour de la FEN le 22 septembre à 15 h 30, celui de la C.F.D.T. le 23 à 17 h 30. On connaîtra au début de la semaine prochaine la date des autres rendez-vous que M. Barre avait proposés dans sa lettre du 12 septembre.

Cette lettre avait été annoncée de la fin de juillet 1979, déclarant que les entretiens du premier ministre, et d'ores et déjà, les représentants des syndicats, des patrons et des familles, devaient être organisés. Mais, à l'heure actuelle, la situation est très tendue, et les négociations sont très difficiles.

Sur certains points, d'ores et déjà, les représentants des syndicats, des patrons et des familles, ont des positions très divergentes. Cela rendra les négociations très difficiles.

En revanche, l'invitation du premier ministre, les syndicats ont tous admis des réserves plus ou moins importantes sur la politique gouvernementale, la participation, le rôle de l'Etat, etc.

Enfin, la situation est très tendue, et les négociations sont très difficiles.

Enfin, la situation est très tendue, et les négociations sont très difficiles.

Enfin, la situation est très tendue, et les négociations sont très difficiles.

Enfin, la situation est très tendue, et les négociations sont très difficiles.

Enfin, la situation est très tendue, et les négociations sont très difficiles.

Enfin, la situation est très tendue, et les négociations sont très difficiles.

Enfin, la situation est très tendue, et les négociations sont très difficiles.

Enfin, la situation est très tendue, et les négociations sont très difficiles.

Enfin, la situation est très tendue, et les négociations sont très difficiles.

Enfin, la situation est très tendue, et les négociations sont très difficiles.

Enfin, la situation est très tendue, et les négociations sont très difficiles.

Enfin, la situation est très tendue, et les négociations sont très difficiles.

Enfin, la situation est très tendue, et les négociations sont très difficiles.

Enfin, la situation est très tendue, et les négociations sont très difficiles.

Enfin, la situation est très tendue, et les négociations sont très difficiles.

Enfin, la situation est très tendue, et les négociations sont très difficiles.

Enfin, la situation est très tendue, et les négociations sont très difficiles.

Enfin, la situation est très tendue, et les négociations sont très difficiles.

Enfin, la situation est très tendue, et les négociations sont très difficiles.

## SOCIAL

DÉBUT DES ENTRETIENS SYNDICATS-GOUVERNEMENT

### Une concertation qui s'annonce difficile

Le premier ministre commence ses entretiens avec les organisations syndicales, patronales et familiales en recevant, ce vendredi 21 septembre à 15 h 30, les représentants de la Force ouvrière. Ce sera le tour de la FEN le 22 septembre à 15 h 30, celui de la C.F.D.T. le 23 à 17 h 30. On connaîtra au début de la semaine prochaine la date des autres rendez-vous que M. Barre avait proposés dans sa lettre du 12 septembre.

Cette lettre avait été annoncée de la fin de juillet 1979, déclarant que les entretiens du premier ministre, et d'ores et déjà, les représentants des syndicats, des patrons et des familles, devaient être organisés. Mais, à l'heure actuelle, la situation est très tendue, et les négociations sont très difficiles.

Sur certains points, d'ores et déjà, les représentants des syndicats, des patrons et des familles, ont des positions très divergentes. Cela rendra les négociations très difficiles.

En revanche, l'invitation du premier ministre, les syndicats ont tous admis des réserves plus ou moins importantes sur la politique gouvernementale, la participation, le rôle de l'Etat, etc.

Enfin, la situation est très tendue, et les négociations sont très difficiles.

Enfin, la situation est très tendue, et les négociations sont très difficiles.

Enfin, la situation est très tendue, et les négociations sont très difficiles.

Enfin, la situation est très tendue, et les négociations sont très difficiles.

Enfin, la situation est très tendue, et les négociations sont très difficiles.

Enfin, la situation est très tendue, et les négociations sont très difficiles.

Enfin, la situation est très tendue, et les négociations sont très difficiles.

Enfin, la situation est très tendue, et les négociations sont très difficiles.

Enfin, la situation est très tendue, et les négociations sont très difficiles.

Enfin, la situation est très tendue, et les négociations sont très difficiles.

Enfin, la situation est très tendue, et les négociations sont très difficiles.

Enfin, la situation est très tendue, et les négociations sont très difficiles.

Enfin, la situation est très tendue, et les négociations sont très difficiles.

Enfin, la situation est très tendue, et les négociations sont très difficiles.

Enfin, la situation est très tendue, et les négociations sont très difficiles.

Enfin, la situation est très tendue, et les négociations sont très difficiles.

Enfin, la situation est très tendue, et les négociations sont très difficiles.

Enfin, la situation est très tendue, et les négociations sont très difficiles.

Enfin, la situation est très tendue, et les négociations sont très difficiles.

et leurs champs

Ne sortez pas de porte-monnaie. présentez votre carte bleue vous êtes aux

la route.



**Privilege d'une situation idéale**

GENEVE Joie des vacances, charme d'un pays, détente, qualité d'air, verdure, GENEVE Joie de vivre, excursions, croisières, gastronomie, shopping

**GENEVE**

OFFICE NATIONAL SUISSE DU TOURISME, Porte de la Suisse, 11 bis, rue Schöber, 75009 PARIS

Renseignements: OFFICE DU TOURISME, Tour-de-Ville, Case postale 440 CH-1211 GENEVE 11 Tel. 267233 Telex 22795









## PARIS

## Marché « brillant » : Baisse de l'or

Nouvelle et vive hausse  
valeurs françaises, reflux ap-  
ciable des cours de l'or, telle  
été la physionomie de la séance  
du jeudi 20 septembre. Ce  
séance était la dernière du m-  
boursier, jour de liquidation  
des engagements contractés a-  
puis le 24 août. Elle s'est traduite  
par une progression de 1 %  
l'indice instantané, ce qui a por-  
à 10 % en un mois le gain  
opérateur à terme : c'est le se-  
le plus brillant depuis mars 1934  
lors du boom « post-électrique »

Les hausses reléguées à l'arrière-plan de cette séance ont encore assez nombreuses, notamment dans l'alimentation : S.I. (+ 10 %), Béghin (+ 5 %). R. B.N.-G.D. a même passé la barre 1 000. Ailleurs, on a noté une reprise du Peugeot, celle d'Avions Marcel Dassault et S.E.B., tandis que Matra ne progressait que modérément après trois hausses des jours précédents.

Sur le marché de l'or, c'est un repêchage net. Le report est de 1 325 F à 90 650 F. L'or napoléon 20,90 F à 425 F, en détachement de la ferme du cours de l'or de métal à Londres, a progressivement retrouvé son cours avec une baisse sensible. L'or napoléon 20,90 F à 425 F, en détachement de la ferme du cours de l'or de métal à Londres, a progressivement retrouvé son cours avec une baisse sensible. Le prix de l'or napoléon 20,90 F à 425 F, en détachement de la ferme du cours de l'or de métal à Londres, a progressivement retrouvé son cours avec une baisse sensible. Le prix de l'or napoléon 20,90 F à 425 F, en détachement de la ferme du cours de l'or de métal à Londres, a progressivement retrouvé son cours avec une baisse sensible.

## LONDRES

Les mines d'or cèdent du terrain après le repli du métal. Les Fonds d'Etat se redressent, de même que les industriels. Excellente tenue des pétroles.

SALES	CLOSURE	CODS
28 0	31 0	
Neosham	142	144
British Petroleum (U.)	11 50	11 40.0
Coastland	86	87
De Beers	0 05	0 13 0
Imperial Chemical	340	360
Wm. Ind. Zinc Cor.	234	248
Shell	324	348
Victors	156	157
Min. Loan & I/O %	32 7/0	32 7/0
West. Princes	51 1/0	55 5/0
Western Savings	53 3/4	54

(\*) En dollars U.S., soit 42 prime en 1 dollar investissement.

## NEW-YORK

### Flambée spéculative

Une flambe d'achats spéculatifs est portée jeudi sur le comptant pétrolier de Wall Street. Le OIL a été en valeur la plus active avec plus de 1 million d'actions échangées au cours de séance. Le Gulf Oil, Occidental Petroleum, D. M. Miss (dont la filiale Donna Petroleum Inc. a été achetée par la société) ont vu leur cours grimper. Le pétrole sur le large du Canada, Texaco et Mac Moran Oil and Gas ont également bénéficié de cette ruse.

Une ruse qui aura permis à l'IBM, Dow Jones des Industries et du Commerce à son meilleur niveau de l'année (860,86), après avoir réalisé une hausse de 17,26 points en quelques heures.

En total, 45,1 millions d'actions ont été traitées contre 35,44 millions la veille. et sur 1.896 titres

Cet envol s'est produit alors qu'une généralisation du « prime rate » de 12,25 % s'est confirmée et que, selon les membres du Federal Board of Reserve, de la récession « va s'accomplir » gravement au quatrième trimestre de cette année et s'étendra au premier de l'an prochain.

	BALEURS	10 0	20
Alcoa	57 1/4	57	56 3/4
A.T.T.	56 3/8	56	55 3/4
Banque	47 1/4	46	45 3/4
Bois de France	45 1/2	45	44 3/4
De Post des Messageries	43 1/2	43	42 3/4
Carmanis Kautsch	54	53	52 1/2
Exxon	37 3/8	37	36 3/4
F&T	43 1/2	43	42 3/4
General Electric	30 3/4	30	29 3/4
General Foods	35	34	33 1/2
General Motors	35	34	33 1/2
IBM	15 1/2	15	14 3/4
I.T.T.	67 7/8	67	66 3/4
Kaiser	26 1/2	26	25 3/4
Marathon	26 1/2	26	25 3/4
Mobil Oil	51 1/4	51	50 3/4
Phizer	29 3/8	29	28 3/4
Schlumberger	32	31	30 3/4
Shell	23 7/8	23	22 3/4
S.I.I. Inc.	25 3/8	25	24 3/4
United Carriers	43 1/4	43	42 1/2
United States	20 1/2	20	19 3/4
Worthington	20 3/8	20	19 3/4
Xerox	35 3/8	35	34 3/4

## NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

**C<sup>o</sup> FINANCIERS DE PARIS S<sup>o</sup> DES PAYS-BAS.** — Le bénéfice net du groupe a atteint 326 millions de francs pour le premier semestre 1979 contre 573 millions pour l'ensemble de l'exercice 1978.

**CHARGEURS REUNIS.** — Dans l'

commençant du mois d'octobre, la société va procéder à une double augmentation de capital. Dans un premier temps, il sera proposé aux actionnaires de souscrire à l'émission d'une action nouvelle à 200 F pour cinq actions anciennes. Puis les nouveaux titres (qui auront droit à la moitié des dividendes de l'exercice en cours) ainsi que les anciens, verront leur nominal passer de 120 à 150 F. A ce moment, le capital s'élevait à 335 847 150 francs contre 223,88 millions actuellement.

**INDICES QUOTIDIENS**  
(INSEE, base 100 : 25 déc. 1978)  
18 sept. 20 sept.

Valeurs françaises ..	126,2	127,5
Valeurs étrangères ..	129,6	137,9

**C<sup>e</sup> DES AGENTS DE CHANGE**  
(Base 100 : 29 déc. 1961)

Indice général .....	127	123.2
<b>Taux de marché monétaire</b>		
État .....	11.2	11.2

..... 11 1/2 %

## OURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dafine (nr 9000)....	28 9	21 9
	222 84	221

## BOURSE DE PARIS - 20 SEPTEMBRE - COMPTANT

[illegible]

## MARCHÉ A TERME

Les cours. Elles sont corrigées dès la seconde dans la première édition.

[illegible]

Cours	Dernier	Cours	Dernier	Cours	Dernier
-------	---------	-------	---------	-------	---------

[illegible]

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la cotation, la notation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour

cette raison, nous ne pouvons que garantir l'exactitude des derniers cours de Paris-midi.

VALEURS					VALEURS				
Prédic.	Premier	Second	Conc.	Comp.	Prédic.	Premier	Second	Conc.	Comp.
132	693	419	117	559	132	693	419	117	559
133	693	419	117	559	133	693	419	117	559
134	693	419	117	559	134	693	419	117	559
135	693	419	117	559	135	693	419	117	559
136	693	419	117	559	136	693	419	117	559
137	693	419	117	559	137	693	419	117	559
138	693	419	117	559	138	693	419	117	559
139	693	419	117	559	139	693	419	117	559
140	693	419	117	559	140	693	419	117	559
141	693	419	117	559	141	693	419	117	559
142	693	419	117	559	142	693	419	117	559
143	693	419	117	559	143	693	419	117	559
144	693	419	117	559	144	693	419	117	559
145	693	419	117	559	145	693	419	117	559
146	693	419	117	559	146	693	419	117	559
147	693	419	117	559	147	693	419	117	559
148	693	419	117	559	148	693	419	117	559
149	693	419	117	559	149	693	419	117	559
150	693	419	117	559	150	693	419	117	559
151	693	419	117	559	151	693	419	117	559
152	693	419	117	559	152	693	419	117	559
153	693	419	117	559	153	693	419	117	559
154	693	419	117	559	154	693	419	117	559
155	693	419	117	559	155	693	419	117	559
156	693	419	117	559	156	693	419	117	559
157	693	419	117	559	157	693	419	117	559
158	693	419	117	559	158	693	419	117	559
159	693	419	117	559	159	693	419	117	559
160	693	419	117	559	160	693	419	117	559
161	693	419	117	559	161	693	419	117	559
162	693	419	117	559	162	693	419	117	559
163	693	419	117	559	163	693	419	117	559
164	693	419	117	559	164	693	419	117	559
165	693	419	117	559	165	693	419	117	559
166	693	419	117	559	166	693	419	117	559
167	693	419	117	559	167	693	419	117	559
168	693	419	117	559	168	693	419	117	559
169	693	419	117	559	169	693	419	117	559
170	693	419	117	559	170	693	419	117	559
171	693	419	117	559	171	693	419	117	559
172	693	419	117	559	172	693	419	117	559
173	693	419	117	559	173	693	419	117	559
174	693	419	117	559	174	693	419	117	559
175	693	419	117	559	175	693	419	117	559
176	693	419	117	559	176	693	419	117	559
177	693	419	117	559	177	693	419	117	559
178	693	419	117	559	178	693	419	117	559
179	693	419	117	559	179	693	419	117	559
180	693	419	117	559	180	693	419	117	559
181	693	419	117	559	181	693	419	117	559
182	693	419	117	559	182	693	419	117	559
183	693	419	117	559	183	693	419	117	559
184	693	419	117	559	184	693	419	117	559
185	693	419	117	559	185	693	419	117	559
186	693	419	117	559	186	693	419	117	559
187	693	419	117	559	187	693	419	117	559
188	693	419	117	559	188	693	419	117	559
189	693	419	117	559	189	693	419	117	559
190	693	419	117	559	190	693	419	117	559
191	693	419	117	559	191	693	419	117	559
192	693	419	117	559	192	693	419	117	559
193	693	419	117	559	193	693	419	117	559
194	693	419	117	559	194	693	419	117	559
195	693	419	117	559	195	693	419	117	559
196	693	419	117	559	196	693	419	117	559
197	693	419	117	559	197	693	419	117	559
198	693	419	117	559	198	693	419	117	559
199	693	419	117	559	199	693	419	117	559
200	693	419	117	559	200	693	419	117	559

0 = oferta; 1 = compra; 2 = venda; 3 = cancelado; 4 = erro; 5 = cancelado

[illegible]



